

**LANCEMENT OFFICIEL, HIER, DU E-PAIEMENT EN ALGÉRIE**

# En attendant la mise à niveau de l'ensemble des banques et de la Poste

Depuis hier, le e-paiement, certes limité à quelques services pour le moment, est une réalité qui permettra d'entamer quelque peu le rattrapage du temps perdu en matière, entre autres, de modernisation du système bancaire algérien dont on parle depuis on ne sait plus combien d'années.

Ce n'est qu'un premier pas en matière de paiement sur le cyber-espace, comme le disait hier, le ministre délégué chargé de l'Economie numérique, Mouatassim Boudiaf, invité de la Chaîne III, hier.

L'accomplissement de l'œuvre ira crescendo en rapport avec la mise à niveau de toutes les banques, les systèmes d'information centralisés des banques pour être plus précis.

Le nouveau système de paiement est considéré comme «catalyseur», et le fait de l'ouvrir aux grands facturiers que sont le secteur des transports ou les assurances, cela va permettre de répondre à un besoin certain. A ce titre, les foyers, comme l'explique le ministre, sont concernés au premier chef.

L'espoir que ce mode de paiement suscite un grand engouement chez les Algériens est grand, du fait en tout premier lieu de ce qu'il permet en gain de distances et de délais, a estimé l'invité de la Chaîne III. En tous cas, du point de vue de la sécurité des transactions à travers la Toile, le citoyen n'a pas à s'en faire puisque le mode est garanti avec un niveau de sécurité jugé très appréciable, validé par la Banque d'Algérie.

Depuis hier, ce sont 1,3 million détenteurs de cartes qui peuvent, à travers un portail web, commander leur mot de passe pour ceux qui ne l'ont pas déjà, et ainsi pouvoir prétendre régler quelques-unes de leurs factures grâce au cyber-espace. Mais qu'en sera-t-il de la majorité des détenteurs de cartes magnétiques, c'est-à-dire les détenteurs de comptes CCP parmi lesquels sept millions ont une carte magnétique ? Selon les explica-



Le ministre délégué chargé de l'économie numérique, Mouatassim Boudiaf.

tions de Mouatassim Boudiaf, la Poste eu plus de temps pour intégrer ce mode de paiement, mais cela se fera sans le

moindre doute comme c'est le cas pour le reste des banques, en dehors des onze concernées, les six banques publiques et les cinq privées impliquées depuis hier dans le lancement du e-paiement en Algérie, ce qui devrait avoir un impact sur l'accélération de la modernisation du système bancaire algérien.

Sur le plan de la législation, par contre, la loi sur le e-commerce est en phase finale de préparation, a révélé le ministre chargé de l'Economie numérique, et sa présentation devant le gouvernement devrait intervenir avant la fin de cette année.

Cette loi viendra encadrer toutes les transactions à caractère commercial qui prendront naissance sur le cyber espace.

M. Azedine

**OPÉRATEURS DE TÉLÉPHONIE MOBILE, SEAAL, ALGÉRIE TÉLÉCOM, AIR ALGÉRIE, TASSILI AIRLINES ...**

## L'e-paiement actif pour 9 sites Web marchands

**Après plusieurs années d'attente, l'e-paiement a été lancé hier matin lors d'une cérémonie réunissant les P-dg des grands facturiers publics et privés, des trois opérateurs de la téléphonie mobile ainsi que les responsables des ministères et institutions publiques concernés.**

**Naouel Boukir – Alger (Le Soir)** – Le lancement du e-paiement ou du paiement électronique rentre dans le cadre de «la modernisation du système bancaire», a déclaré Boualem Djebbar, président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef). A ce propos, le ministre des Finances, Hadji Baba Ami a indiqué que ce processus de modernisation a commencé avec «la réduction du délai

entre le virement et la réception à cinq jours maximum entre les différents organes bancaires».

Depuis hier, l'e-paiement concerne concrètement 9 sites web marchands où il est désormais possible de régler ses factures ou l'achat de services depuis son ordinateur ou son smartphone, à travers sa carte interbancaire CIB. A savoir les grands facturiers publics comme Algérie Télécom et Seaal, les compa-

gnies aériennes Air Algérie et Tassili Airlines, les trois opérateurs de la téléphonie mobile (Ooredoo, Djazzy et Mobilis) ainsi que les assureurs Cnas et Salama Assurance. Dans sa seconde phase, l'e-paiement s'étendra aux sites d'autres facturiers et offreurs de services comme Sonelgaz, AADL et les hôtels ...

La DG de la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (Satim), Newel Benkritly, a assuré que les normes de sécurité utilisées sur ces sites marchands pour l'e-paiement à travers la carte CIB sont les mêmes adoptées par Visa ou Master Card. Parallèlement, elle invite les consommateurs

à visiter le site Bitakati.com pour comprendre davantage le principe du paiement électronique ainsi que ses conditions d'utilisation. Le ministre délégué chargé de l'économie numérique et de la modernisation des systèmes financiers, Mouatassim Boudiaf, a précisé qu'une campagne de communication suivra ce lancement, une façon de démocratiser, selon lui, l'e-paiement.

**L'e-commerce en troisième phase**

«Une fois la loi l'encadrant sera promulguée, la troisième phase de ce programme de modernisation du secteur bancaire consacrera l'e-commerce», a annoncé le président de l'Abef. A ce moment là, l'e-paiement ne concernera pas seulement l'achat des services mais aussi des biens. C'est certainement cette troisième étape qui ouvrira les voies à l'économie numérique et dynamisera l'utilisation d'internet et des réseaux mobiles 3G et 4G.

En effet, les défis à venir sont encore plus complexes à relever : collecte informationnelle des sites marchands, recrutement des ressources humaines, financement économique mais surtout «la bancarisation à travers de nouveaux instruments», a relevé le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal.

Evidemment, la bancarisation des acteurs économiques, entreprises comme particuliers, est le pilier fondamental pour l'optimisation du succès du e-commerce et la dynamisation de l'économie. Incontestablement, la prochaine révolution sera numérique ou ne le sera pas.

N. B.

**ELLE PARTICIPE À L'EXERCICE EUROPÉEN DE SAUVETAGE «DÉBLAIEMENT MODEX7»**

## La Protection civile se met aux normes internationales

**Un détachement de la Protection civile algérienne prend part depuis hier à l'exercice européen de sauvetage «déblaiement Modex7), a annoncé la direction générale de la Protection civile dans un communiqué. Cet exercice qui permettra, entre autre, la certification du détachement aux normes des Nations-Unies et d'International Search And Rescue Adversary Group «INSARAG» se déroule en Silice en Italie et durera jusqu'à vendredi prochain.**

Dans son communiqué, la Protection civile explique que cet exercice qui fait partie du programme d'exercices du mécanisme de Protection civile européenne auquel est associée l'Algérie, comprend des exercices sur les modules de recherche et sauvetage (USAR) équipes Medium/Heavy Recherche et

Urban. Selon la même source, l'équipe USAR algérienne participera à cet exercice aux côtés de trois autres équipes (Danemark, Holland, Belgique) des Etats participants du Mécanisme européen de Protection civile, en plus d'une équipe de Protection civile européenne (EUCPT) et de l'assistance technique de l'équipe de

soutien (TAST). L'objectif de cet exercice, explique-t-on, consiste à tester et à évaluer la capacité des équipes USAR dans «un environnement réel», qui a souffert «d'un véritable tremblement de terre» et la dégradation due au temps.

Les équipes USAR sont appelées aussi à travailler en présence de «réels dangers et de risques», tels que le danger de chute d'en haut, bâtiments dangereux, présence d'aiguilles en saillie...

Ceci donnera, souligne-t-on, la possibilité aux équipes d'intervention d'avoir un fonctionnement complet permettant d'assurer la sécurité et l'autosuffisance

ainsi que l'interopérabilité et le respect des procédures. «La certification d'équipe USAR pour laquelle la Protection civile algérienne a opté est de loin la plus ardue et la plus contraignante car elle exige de plus grandes capacités en termes de qualification et de moyens à faire valoir pour pouvoir s'aligner sur les normes pointues mises en œuvre par le Groupe consultatif INSARAG», explique la direction générale de la Protection civile qui souligne qu'avec cette certification, cette institution officialise une reconnaissance internationale et assoit définitivement une réputation qui est loin «d'être surfaite».

Synthèse Salima Akkouché